

Recherche : des crédits pour quoi faire ?

Par Pièces et main d'œuvre

Du mouvement "Sauvons la recherche", on a tout dit – des milliers d'articles et des dizaines d'heures de radio-télé en trois mois – sauf l'extraordinaire "manipe" de relations publiques que constituait cette opération vis-à-vis d'une opinion rendue défiante par l'accumulation des techno-fléaux : Tchernobyl et son nuage qui arrose le Vercors, les OGM auxquels collaborent des scientifiques grenoblois, et puis "vaches folles", sang contaminé, cancers, etc.

Ce n'est pas la moindre prouesse des arsouilles du CEA Grenoble que d'avoir réussi à embarquer leurs collègues des autres labos, y compris ceux des "sciences molles", dans un mouvement pseudo-contestataire ("pétitions", "collectif"), mené par des mandarins et des directeurs de labos du secteur le plus lucratif et le plus mortifère des techno-sciences (ceux-là même qui ferraillent contre le "principe de précaution" et la Charte de l'Environnement, au motif qu'elle risque de freiner "l'innovation").

Après sa victoire contre le gouvernement Raffarin (rétablissement de 550 emplois statutaires et création d'un millier de postes à l'université), le collectif "Sauvons la recherche" prépare désormais ses "Etats Généraux", censés se dérouler à l'automne, et qui visent à une réorganisation à long terme de la recherche, de ses financements et de sa place dans la société.

Ci-joint aux cahiers de doléance qui ne manqueront pas d'être rédigés une contribution du Comité de Libération des Intellectuels non-gouvernementaux, qui répond à la question la plus élémentaire : des crédits pour quoi faire ? (voir ci-dessous)

On sait qu'à Grenoble, "capitale des chercheurs" (*Libération* 24-25/04/04), seule ville de France où ces derniers aient manifesté en-dehors de Paris, cette question ne se pose pas. La recherche y est paisiblement, matoisement, à but lucratif quant aux retombées immédiates, à effet mortifère et totalitaire quant aux conséquences latentes.

On connaît la scie : Grenoble est depuis plus d'un siècle la ville de la "liaison recherche-

(armée)-industrie", ce qu'on nomme ailleurs "Recherche et Développement" (R&D). Un cinquième de la population active y travaille dans la recherche et l'enseignement supérieur. Et grâce à une kyrielle d'"incubateurs" (GRAIN), de "pépinières" et d'"hôtels d'entreprises" (Biopolis), de services de "valorisation" (CEA-Valorisation, UJF-Industrie, Floralis, etc), chaque chercheur est invité à acquérir une "culture managériale", et à "innover", en "essaissant" sa "jeune pousse" ou "start up".

Comme le dit toujours Thierry Vernet, directeur à l'Institut de Biologie Structurale, fondateur du Mastère de Biotechnologie à Grenoble Ecole Management et membre du conseil scientifique de Protéin'Expert : *"Nous disposons de la base scientifique – une mine d'or – il suffit de prendre une pioche pour creuser."*

Cette scie, le *Daubé* nous l'a rentrée dans le crâne tout au long du mouvement "Sauvons la recherche" avec, entre le 13 janvier et le 3 avril 2004, pas moins de 13 papiers et photos, pour soutenir la pétition des chercheurs d'or.

13 janvier : *"L'activité de recherche à Grenoble est donc très importante et représente un élément essentiel du tissu économique de l'Isère"*. Jean-Michel Karam, PDG de Memscap spécialisé dans les MEMS : *"Le plus grave, c'est que la recherche doit obligatoirement s'équiper de matériels de plus en plus onéreux afin de s'aligner sur les exigences des industriels."*

6 février : Michel Destot, maire de Grenoble, ancien ingénieur au Commissariat à l'Energie Atomique, ancien PDG de Corys, malheureuse start down dudit CEA, reçoit les "chercheurs en colère". *"Il a également annoncé avoir contacté plusieurs maires de grandes villes pour les inciter à soutenir officiellement différentes initiatives lancées en faveur de la sauvegarde de la recherche"*.

– Photo : Destot et Geneviève Fioraso, son adjointe chez Corys comme à la mairie et présidente de la Société d'Economie Mixte "Minatec Entreprise". Les "chercheurs en

colère" sont Jacques Joyard, Didier Job et Jérôme Garin.

Le premier est le directeur adjoint de la Génopole Rhône-Alpes, directeur de laboratoire au CEA et propagandiste des OGM. Le deuxième dirige le laboratoire du cytosquelette, unité mixte CEA/INSERM/UJF, dont le budget provient pour moitié de l'ARC et de la Ligue contre le Cancer. Certes, 80 à 90 % des cancers résultent de la dégradation de l'environnement (*Le Monde*, 14/02/04), mais pour "sauver la recherche", mieux vaut guérir que prévenir. C'est de son laboratoire que sont issues également les tordantes "souris schizophrènes", transgéniques, brevetées et vendues à prix d'or à l'industrie pharmaceutique (*Le Canard Enchaîné*, 31/12/02, *Le Monde*, 08/03/03).

A *Libération* (24-25/04/04), "ce brillant quadra avoue que c'est bien là "le premier engagement de ma vie dans un quelconque mouvement"." Car toute sa vie, et tant que tombait la manne publique sur ses activités catégorielles, Didier Job trouvait fort bon l'ordre des choses.

Jérôme Garin ne le trouvait pas mauvais non plus, si l'on en croit *Le Monde* du 27/11/02 :

*"Un futur centre d'excellence à Grenoble
En ouverture du congrès de l'Organisation du protéome humain, Claudie Haigneré, ministre de la Recherche et de la Technologie, a annoncé la création à Grenoble d'un centre français d'excellence en protéomique (...). Jérôme Garin du laboratoire de chimie des protéines de Grenoble (CEA/INSERM), indique que l'indique que l'actuelle plateforme de protéomique soutenue par la Génopole grenobloise devrait se renforcer sur plusieurs axes. Développer avec l'INRIA des logiciels pour remonter de la protéine à la région codante du génome, miniaturiser la préparation des échantillons sur des puces, avec l'aide notamment du Létis. Rendre plus robustes les techniques de protéomique, "encore un peu artisanales", viser le haut débit dans les analyses, voire la prestation de services pour les laboratoires français du domaine. Enfin renforcer l'étude structurale des protéines en liaison avec le synchrotron."*

Las, c'est un Jérôme Garin dépité qui confie à *Libération* deux ans plus tard : "Grenoble avait

été choisi par Haigneré comme Centre national de ressources en protéomique (sic !), ce qui suppose d'augmenter les budgets de mon laboratoire d'un facteur 10 en 3 ans. Or en 2004 j'ai reçu du ministère 80 % du budget 2001..."

Ce qui on en conviendra est un coup dur pour la carrière de Jérôme et la marchandisation du Vivant via les brevets et les royalties.

Que faire alors, sinon se tourner vers l'allié de toujours ? "Le mouvement "Sauvons la recherche" a tout de même espéré un geste de soutien des industriels. "On en a invité quelques uns à venir à la manifestation du 28 février, dit Jérôme Garin. Certains ont affirmé leur soutien en privé, mais parler à la fin d'une manif, c'était trop." Même à Grenoble, "métropole des sciences"", déplore l'envoyée spéciale de *Libération*, pour qui naturellement, sciences et industrie font cause commune.

Notons que s'ils avaient invité les industriels, les chercheurs ont refusé la manifestation commune proposée par les chômeurs et précaires le même jour à la même heure.

Revenons à Jérôme Garin, qui dans le *Daubé* du 19/02/04 s'emballa : "Minatec ? C'est une extraordinaire aventure menée dans un contexte favorable avec des gens charismatiques." Jean Therme, patron du CEA Grenoble, a dû apprécier le coup de brosse à reluire. Le "contexte favorable", c'est 169 M€ pour Minatec (dont 113 des collectivités locales) ; 2,8 Mds € pour Crolles 2 (dont 543 M€ d'aides publiques) ; 46,4 M€ des collectivités locales pour NanoBio (plus 72 M€ en frais de personnels) ; 285 M€ d'investissement pour Nanotec 300, dont la clé de répartition n'est pas rendue publique.

On voit ce que nous coûtent les plans de carrières des chercheurs du CEA-Létis. Si pour ce prix-là la recherche locale n'est pas sauvée, c'est à désespérer le techno-serf.

www.piecesetmaindoeuvre.com

Grenoble, 10 mai 2004

Des crédits, pour quoi faire ?

Par le Comité de libération des intellectuels non gouvernementaux

Le mouvement « sauvons la recherche » s'est constitué en réaction au projet gouvernemental de restriction budgétaire. Cette mobilisation, à très haute visibilité médiatique, véhicule un discours scientifique que nous devons réfuter d'urgence.

L'argumentation de la pétition « sauvons la recherche » soutient que la baisse des crédits alloués à la recherche pénalise la compétitivité de la France, qui s'expose de cette façon au risque d'une « fuite des cerveaux » – anomalie anatomique pour le moins préoccupante. La coupe budgétaire serait également défavorable au « rayonnement culturel de la France » ; enfin, la science ne doit en aucun cas être limitée à sa rentabilité économique car elle est utile à la société. Sans recherche, nous apprend-on, pas de téléphonie mobile. Pas de cristaux liquides.

Dénonçons dès à présent le cynisme de cette conception utilitariste de la science, qui cherche à impliquer, sinon émouvoir, la masse des contribuables non-spécialistes. La conception – du reste erronée – d'une science neutre, motivée par la saine curiosité intellectuelle et la passion de la découverte, a dorénavant cédé le pas à une argumentation qui, malgré son cynisme, a le mérite de révéler le vrai visage de la science moderne, liée par des liens organiques à la société industrielle qu'elle alimente en *progrès* (dans un premier temps militaires, mais néanmoins aisément *gadgétifiées*). Nous dénonçons donc la recherche actuelle car ses objectifs, ses contenus, ses outils, la manière dont sont sélectionnés les chercheurs ne font que répondre point par point aux besoins de la société industrielle.

Les applications industrielles de la recherche scientifique ont permis un développement considérable des forces productives ainsi que la rationalisation de la société. Dans le même temps, les désastres écologiques et la décomposition sociale, qui en sont les conséquences inévitables, génèrent une demande sociale de protection de l'environnement, de gestion des risques, de thérapies pour maladies nouvelles et de psychotropes destinés à soulager les souffrances de l'humanité face à sa déshumanisation organisée. De la droite, la recherche fournit bienveillamment les palliatifs dérisoires au désastre qu'elle orchestre de la gauche. Il est donc juste de dire, à l'instar de ses défenseurs, que la recherche scientifique n'est pas seulement utile du strict point de vue de la croissance économique et qu'elle n'est pas réductible à un investissement rentable. Elle est la clé de voûte et la justification centrale d'une société qui ne peut plus se fonder que sur l'illusion d'une amélioration constante des conditions de vie. Tant que l'espérance de vie (médicalement assistée) augmente, qui donc oserait protester ?

C'est pour cette raison que nous condamnons la recherche. Pour sa contribution au *progrès* et pour toutes les découvertes qui font désormais partie de notre vie quotidienne : centrales nucléaires et téléphones portables, industrie agroalimentaire, pesticides, voitures, TGV, tapis roulants, silicone...

Les découvertes scientifiques sont essentielles tant à la création technique de produits, souvent nuisibles, dont l'utilité sociale n'a jamais été mise en question (et encore moins décidée démocratiquement) qu'à la satisfaction de nouveaux besoins que cette production fait naître. Le tout a lieu dans une surenchère technologique où l'humanité est à tous les coups perdante – parce qu'elle est devenue l'ennemi. Quand elle est dépourvue d'applications pratiques, la recherche sert, via une présence médiatique, à rehausser le blason des chercheurs.

Découverte spatiale et préhistoire représentent, au même titre que les maladies orphelines, les chevaux de Troie par lesquels la société industrielle extorque littéralement l'adhésion des individus à la nécessité de la recherche.

Il est plus qu'urgent, aujourd'hui, de démystifier la recherche. « L'image du scientifique prenant un plaisir fou à son activité quotidienne en quête de la vérité est stupide » (Roger Belbéoch). En pratique, l'activité du chercheur est ultra-spécialisée ; elle consiste, dans une large part, à piller les résultats de ses confrères (et de ses thésards, s'il en dirige), à chercher des crédits, à produire des résultats et de la

publication. Tout ceci relève davantage de l'absurdité bureaucratique que de la passion pour le bien-être de l'humanité.

Dans ce contexte, le mouvement de défense actuel est coupable d'opacifier les tenants et les aboutissants de la recherche, de son rôle dans une société qu'elle a contribué à rendre si *moderne*. La recherche scientifique a aujourd'hui le cynisme de se présenter comme une espèce en voie d'extinction aux côtés de celles qu'elle a activement contribué à faire disparaître.

Les êtres humains sont en réalité confrontés à un phénomène de dépossession très avancé en ce qui concerne connaissances empiriques et savoir-faire pratiques, ainsi qu'à une dégénérescence physique prononcée (obésité, maladies cardio-vasculaires, cancers) et à la mise en place d'un environnement pathogène durable (radioactivité, pollution de l'eau, etc.)

Face à cette situation dont ils sont *coupables car responsables*, les scientifiques jouent aux Eichmann et profèrent des énormités.

En synthèse, nous affirmons :

- que la seule manière dont le progrès scientifique peut régler les problèmes existants est d'en créer de nouveaux, dans une fuite en avant constante ;
- qu'aucun problème social ne pourra être résolu techniquement, mais qu'il requiert au contraire la libre discussion, entre êtres humains, de leurs besoins et des moyens de les satisfaire collectivement ;
- que les chercheurs sont tout sauf neutres, que leurs actes ont des conséquences considérables sur l'environnement social et naturel et que nous sommes en droit d'en évaluer le bénéfice éventuel ;
- qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre les financements public et privé ; seul compte l'objectif du projet de recherche ;
- que la recherche fondamentale et la recherche appliquée ont une part égale de responsabilité, car elles remplissent des fonctions également utiles ;

Aux chercheurs et aux universitaires qui ne désirent produire ni application industrielle, ni contrôle social, ni justification idéologique à l'ordre des choses, ils nous faut demander s'ils pensent en toute bonne foi partager les mêmes intérêts que les nucléaristes et autres généticiens et s'ils pensent bénéficier des conditions de travail nécessaires à la production d'un savoir indépendant. Si cela n'était pas le cas, nous les incitons à désertir le plus vite l'université ou le CNRS, en dehors desquels ils pourront espérer penser librement.

Nous appelons tous les chercheurs en sciences sociales, sciences dures et sciences humaines qui partagent ces points de vue à combattre les comités « sauvons la recherche » et unir leurs forces dans un *comité de promotion du sabotage et de répression du scientisme* ayant pour charge de :

- dénoncer la responsabilité de la recherche scientifique dans la dévastation du monde ;
- dénoncer les sciences sociales, productrices d'idéologie (économie), et de contrôle social (sociologie) ;
- saboter les laboratoires ;
- combattre le scientisme, le progressisme et l'étatisme jusqu'à leur discrédit total.

Le tout, dans l'espoir de fonder une connaissance libre et émancipatrice, totalement impossible à l'intérieur d'une organisation sociale sans autre fin que la surenchère technologique.

Sabotage !

Démantèlement de l'appareil de production industriel !

Démasquons les chercheurs ! Vidons les laboratoires !

Octobre 2004